

Election du Grand Conseil et du Conseil d'Etat le 11 mars 2012

Ensemble, traçons d'autres voies

Face à la crise économique et financière, la réponse du système économique et politique consiste à poursuivre et à renforcer l'exploitation des humains et le gaspillage des ressources naturelles, malgré la catastrophe sociale et écologique que cela implique. Nous refusons cette pers-

pective et voulons tracer d'autres voies, construire une société plus responsable, plus solidaire et plus équitable. Nous vous appelons à prendre place dans cette résistance, par des actions multiples: individuelles, collectives et politiques. C'est pour faire entendre cette voix discordante, dans ce «dé-

bat» qui va «opposer» les partisan·e·s de ne rien changer aux combattant·e·s de «changer, mais presque rien», que nous présentons les listes La Gauche. Plus elles se renforceront par votre vote, mieux elles pourront faire écho à vos besoins, à vos revendications, à vos colères, à vos luttes.

**Travailler
moins,
pour vivre
mieux**

**Le logement:
un besoin,
un droit,
pas un marché**

**Une seule
planète.
Croissance
infinie?**

**Non aux
discriminations
et au racisme,
régularisation
des sans-papiers**

**Moins
de biens,
plus
de liens**

**Salaire
minimum?
Au
minimum!**

www.cantonaales.ch

**Votez
la liste N°5**

LA GAUCHE

ALTERNATIVES

PÔINT DE DÉPART

POP & GAUCHE EN
MOUVEMENT

solidarités

Déclaration d'intention de La Gauche

Alternatives, Point de départ, POP et solidarités

Le capitalisme a toujours connu des crises, qu'il n'a surmontées que par une croissance toujours relancée. Aujourd'hui, il se heurte aux limites de la planète. Pour survivre, il doit s'emparer des derniers territoires qui lui échappent, privatiser les services publics, transformer en marchandise tout ce qui est encore gratuit, jusqu'à nos vies dans ce qu'elles ont de plus intime. Production et rentabilité doivent sans cesse augmenter, il faudrait travailler plus pour gagner plus et consommer toujours plus. Pourtant, chômage, précarité, violences et inégalités augmentent en fonction de la concentration des richesses.

A gauche comme à droite, ce développement chaotique est baptisé «durable»; mais, en vérité, c'est l'exploitation à court terme des humains et le gaspillage des ressources naturelles non renouvelables qui se poursuivent. Notre environnement subit ainsi des dégâts irréversibles, mettant en danger l'ensemble des espèces vivantes et donc l'avenir même de l'aventure humaine. Alors que l'urgence est manifeste, qu'elle est scientifiquement reconnue, les gouvernements et les institutions internationales ne font rien pour stopper cette course suicidaire.

Par contre, ils sont toujours là pour démanteler les assurances sociales, et faire des cadeaux aux plus riches, aux entreprises et aux banques, épuisant ainsi les ressources des collectivités publiques. Nous accusons ainsi les intérêts économiques globaux d'être les pires ennemis de la justice sociale et de l'écologie.

Nous voulons tracer d'autres voies économiques et politiques, construire une société plus responsable, plus solidaire et plus équitable. Pour cela, nous mettons en cause le mythe de la croissance infinie et proposons de redéfinir de toute urgence nos priorités et nos besoins fondamentaux.

Pour ce faire, nous défendons les axes suivants : réduction du temps de travail • relocalisation • droit au logement • sécurité et souveraineté alimentaire • système de santé de qualité pour toutes et tous • abolition des privilèges fiscaux et redistribution des richesses • régularisation des sans-papiers • respect de la vie privée.

Nous voulons aussi renouer avec d'autres dimensions essentielles de la vie – culturelle, artistique, affective, spirituelle, philosophique, citoyenne, altruiste – reléguées aujourd'hui à une place marginale, mais qui pourraient être développées réellement sans limites et sans péril pour la planète.

Nous nous opposons frontalement à tous ceux dont le fonds de commerce est le rejet des différences et des minorités, ainsi qu'à ceux – souvent les mêmes – qui voient la solution dans la diminution du nombre d'humains ici et sur la planète.

Refuser la résignation! Résister! Lutter! Défendre et étendre, à tous les niveaux, un contrôle démocratique sur les ressources disponibles, les infrastructures et les conditions de vie et de travail! Inventer ensemble un mode de vivre fondamentalement différent, à même de garantir un avenir aux générations présentes et futures! Le défi est de taille. Le relever commence ici et aujourd'hui par l'engagement de toutes et de tous dans des actions multiples : individuellement, collectivement, politiquement.

C'est dans cette perspective que nous présentons, au Grand Conseil et au Conseil d'Etat en mars 2012, une candidature où convergent les courants de la «gauche de gauche» et de l'objection de croissance. Alors que les partis installés débattent de retouches au système, nous proclamons qu'un radical changement de cap est nécessaire, urgent et possible.

Le 11 mars, je voterai pour les candidat·e·s de la liste n° 5 La Gauche.

Valérie Borloz-Schaller

secrétaire politique de l'Union syndicale vaudoise.

Pour le développement des transports en commun, pour l'instauration d'un salaire minimum et pour une fiscalité équitable, je voterai le 11 mars pour la liste n° 5 La Gauche.

Jean-Claude Cochard

membre du comité de la section syndicale VPT-SEV GoldenPass, Les Avants/Montreux

Enfin une candidature qui prend en compte l'inéluctable fin du pétrole et met à son programme la décroissance de nos consommations d'énergie et de ressources naturelles. Ce changement de cap est absolument nécessaire si nous voulons éviter une catastrophe écologique et sociale. Je vous invite à soutenir la liste n° 5, La Gauche.

Pierre Lehmann

physicien, Sonzier/Montreux

Soutiens

Gonthier Alain



Luccarini Yvan



Perfetta Jules



**Votez
la liste N°5**

Gitto Sabrina



Vallotton Alexandre



Obert Wanda



Studer Eric



Napi Aurélie



Tuberosi Jean-François



Luccarini Valérie



Perfetta Gilles



Studer Loren



Perret Andreas



**Vos candidat·e·s
pour l'élection
du Grand Conseil
le 11 mars 2012**

Travailler moins, pour vivre mieux

Nous voulons une réduction radicale du temps de travail pour lutter contre le chômage et les inégalités, pour préserver la santé des salarié·e·s et pour renouer avec d'autres dimensions essentielles de la vie.

Nous affirmons que les obstacles ne sont pas matériels ou économiques, car depuis longtemps les gains de productivité ne se sont pas traduits par une diminution significative du temps de travail, mais uniquement par l'augmentation du pouvoir d'achat, essentiellement des patrons et parfois des salarié·e·s. Il s'agit d'un choix de société, et les obstacles à renverser sont politiques et idéologiques.

Partager le travail

La crise est une donnée permanente de l'économie mondialisée. Avec elle, licenciements, chômage et dégradation des conditions de travail pour des dizaines de milliers d'habitant·e·s de notre pays. Les périodes de chômage font désormais partie du curriculum classique, avec toutes les conséquences financières, sociales et psychologiques que cela comporte. La réduction du temps de travail (sous toutes ses formes : nombre d'heures par semaine, limitation des heures supplémentaires, plus de vacances) permet de lutter contre le chômage en partageant le travail.

Les femmes, bien plus souvent que les hommes, travaillent à temps partiel, avec des conséquences en termes de salaire horaire et de statut professionnel. Pour certaines, c'est une façon de faire face à la double journée de travail (maison et emploi), qui continue à être leur lot quotidien. Mais nombre d'entre elles préféreraient trouver un travail à plein salaire. Dans le canton de Vaud, trois quarts des femmes travaillant « dans des conditions atypiques », environ 40 000 salariées, sont dans ce cas, soit dans une situation de chômage déguisé. Une réduction effective et générale du temps de travail permettrait de supprimer ces temps partiels contraints et de mieux concilier travail et famille, y compris pour les hommes.

Les meilleures lois, notamment sur la durée du travail, n'atteindront pas les buts souhaités si elles sont contournées ou violées. Et cela qui peut mieux le dénoncer et l'empêcher que les salarié·e·s sur leur lieu de travail ? Sauf qu'actuellement rien n'empêche de mettre à la porte les têtes qui dépassent. Il est donc nécessaire de protéger légalement contre les licenciements les représentant·e·s des salarié·e·s et de garantir leur réintégration en cas de licenciement jugé abusif.

Contre la souffrance au travail

L'intensification du travail et sa pénibilité croissante, engendrée par l'obligation d'être toujours plus performant, mettent en péril la santé physique et psychique (stress) de chacun·e. Diminuer le temps de travail est une première mesure de salubrité publique pour y répondre.

En outre, il faut développer la médecine du travail et l'inspection du travail, dont les employé·e·s devraient être bien plus nombreux et disposer de possibilités d'intervention accrues, pour permettre une surveillance des conditions de travail et l'étude approfondie des maladies professionnelles.

Le temps de la vie

Le temps libéré pourrait ainsi servir à participer à l'éducation de ses enfants, à prendre soin de son entourage, à acquérir et approfondir des connaissances, à s'exprimer dans les domaines artistiques, spirituels et sportifs, à investir la sphère associative et politique, voire à la contemplation et à l'oisiveté.

Confronté·e·s aujourd'hui aux limites de la société du « toujours plus », nous voulons tracer une nouvelle voie. Les hommes et les femmes ne doivent-ils pas avoir une autre perspective qu'une vie entière consacrée au travail ? Et la société d'autres objectifs que l'augmentation constante de la production et de la consommation ? Oui, et c'est pourquoi nous nous battons !

Démocratie ?

Une bonne moitié de notre vie consciente, celle passée au travail, se déroule dans un espace de non-droits : pas de démocratie dans l'entreprise. Partout le niveau exécutif et des instances non élues prennent le pas sur les assemblées législatives et les décisions populaires. La dictature des marchés sur la population grecque, organisée par le FMI et la Commission européenne, en est un exemple. C'est pourquoi nous attachons la plus grande importance à l'organisation sociale, syndicale, associative et aux actions directes hors des institutions. Nous voulons que la population soit vraiment maîtresse de ses conditions de vie et de travail, de son avenir. N'est-ce pas cela la démocratie, le pouvoir du peuple ?

Salaire minimum ? Au minimum !

- Pour des salaires qui permettent de vivre
- Contre le dumping salarial
- Pour l'égalité salariale

Il s'en est fallu d'un cheveu (3300 voix) que le peuple vaudois n'accepte en 2011 l'initiative cantonale sur le salaire minimum, lancée par la « gauche de gauche », cela malgré les embûches semées par la droite et les contre-vérités patronales. Lausanne l'avait approuvée à plus de 60 %. Une initiative fédérale sur ce thème sera prochainement déposée. Nous la soutenons évidemment, le problème des bas salaires étant toujours patent.

Lorsqu'il s'agit d'être payé au lance-pierres, les femmes ont la priorité ! La dernière enquête statistique montre que près d'une travailleuse sur cinq touche un bas salaire, alors que la proportion est d'un sur quatorze pour les travailleurs. Les secteurs à bas salaires occupent majoritairement des femmes. Elles forment aussi la majorité d'un des groupes concernés par la pauvreté laborieuse (working poor), celui des familles monoparentales. Se battre pour un salaire minimum généralisé c'est donc aussi se battre pour faire progresser l'égalité salariale.

La libre circulation des salarié-e-s, sans mesures d'accompagnement efficaces, favorise le « dumping salarial », l'activité, notamment dans la sous-traitance, d'entreprises payant des salaires de misère. Un salaire minimum légal sera un obstacle efficace contre ces pratiques.

Le logement : un besoin, un droit, pas un marché

- Pour une base légale garante d'un droit au logement, qui prime sur le droit de propriété
- Pour un programme cantonal de construction de logements
- Pour l'expropriation des terrains laissés en friche et des immeubles laissés vides dans un but spéculatif
- Pour l'introduction d'un droit de préemption

Une marchandise ?

Dans les mains des promoteurs et des grandes régies immobilières, le logement est une marchandise. La décision de construire ou non dépend de leurs prévisions de rentabilité, et non de la nécessité de répondre aux besoins de la population. Les fragiles lois de « protection des locataires » – rescapées de multiples tentatives de les affaiblir – n'y peuvent pas grand-chose. Des loyers trop élevés absorbent ainsi une part toujours plus importante du revenu de nombreuses familles.

NON, un droit !

Disposer d'un logement adéquat est essentiel dans tous les aspects de la vie sociale (travail, formation, relations sociales, etc.) ; il ne doit donc pas être une marchandise, mais un droit. La politique cantonale doit viser à assurer à chacun-e des logements répondant à ses besoins et à ses moyens.

Il faut renforcer les lois protégeant les locataires, et celles qui contrôlent, un peu, les démolitions et les transformations d'immeubles. Il faut aller au-delà de la routine du subventionnement et lancer un programme cantonal de construction de logement, en collaboration avec les coopératives à but non lucratif et avec les communes. L'expropriation de terrains laissés en friche ou d'immeubles laissés vides dans un but spéculatif ne doit pas être un tabou.

De plus, nous proposons l'introduction d'un droit légal de préemption qui, lorsque le propriétaire vend, donne la priorité d'achat, dans l'ordre, à une coopérative regroupant les actuels locataires, à la commune où est situé le bien immobilier ou à une coopérative d'habitation.

Qualité de l'habitat

Il ne s'agit pas pour autant de construire n'importe quoi n'importe où. La qualité de l'habitat doit aussi être une préoccupation de la politique cantonale. Matériaux de construction, protection contre le bruit, localisation, présence de services suffisants à proximité, consommation d'énergie, rien de cela ne peut être laissé, sans dégâts, à la libre inspiration du marché.

Ces propositions, couplées à des mesures fiscales qui taxent fortement le bénéfice, doivent progressivement sortir le logement du marché libre et de la spéculation.

Une seule planète. Croissance infinie ?

Sortons de l'âge du feu

Notre système économique est fondé sur la consommation effrénée d'énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon. Nous sommes aujourd'hui confronté·e·s à leur raréfaction et aux terribles conséquences de cette gloutonnerie sur le climat, l'environnement et la santé.

Nous devons donc de toute urgence nous questionner sur nos besoins fondamentaux et sur la façon de les satisfaire. Ce qui pourrait se résumer à : quoi produire, par quels moyens et pour quels besoins ?

Relocalisons nos activités économiques

L'une des grandes réussites de la société capitaliste a été l'écrasement progressif par la sphère marchande de tout ce que l'on pouvait faire, pour soi-même ou pour les autres, sans échange d'argent.

Notre objectif est tout bonnement d'inverser cette tendance. En faisant revivre les activités de l'autoproduction et les échanges non mercantiles. Mais aussi en privilégiant partout où c'est possible les productions locales, d'après le principe : mieux vaut petit et diffus que grand et concentré.

Economiser l'énergie, même verte

La nécessaire sortie du nucléaire nous impose le choix des énergies renouvelables, mais aussi celui de la sobriété. Car nous devons rester prudents avec les promesses technologiques et une fois de plus questionner nos besoins.

Nous sommes favorables au développement de la production locale d'énergies renouvelables – solaire thermique, géothermie –, mais nous nous opposons aux investissements massifs dans des projets pharaoniques tels que les centrales à gaz ou à charbon avec captation de CO₂, les forêts d'éoliennes ou encore les grandes centrales électriques solaires.

Mobilité

Nous sommes évidemment favorables au remplacement du transport individuel par le transport collectif. Mais il s'agit d'aller au-delà, en organisant la relocalisation des emplois et de la production, qui permettra une diminution importante des flux de personnes et de marchandises, et allégera les investissements dans les infrastructures de

transport. Dans cet esprit, nous proposons que le temps de transport des salarié·e·s soit compté comme temps de travail.

Agriculture

Nos aliments parcourent des milliers de kilomètres avant de finir dans nos assiettes et les saisons des fruits et des légumes n'existent plus. Les exploitations agricoles fusionnent ou disparaissent, le nombre de paysans diminue et nous perdons de précieux savoir-faire. Il faut encourager vigoureusement une agriculture de proximité, respectueuse de l'environnement, garantissant à la fois la souveraineté et la sécurité alimentaires de la population.

Se recentrer sur nos besoins fondamentaux, créer des emplois locaux, préserver les savoir-faire, c'est la promesse d'un retour vers plus d'autonomie.

Vive l'impôt ?

- Halte aux privilèges fiscaux
- Pour un impôt réellement progressif

L'impôt permet de fournir de nombreux services à la population : écoles, routes, eau courante, pompiers, voirie, éclairage public, culture sont financés grâce aux impôts et aux taxes. Qui accepterait que les trottoirs et parcs publics soient payants ?

Il a aussi un rôle redistributeur. L'Etat corrige – un peu – l'inégalité sociale en prélevant plus chez les contribuables aisé·e·s et moins – voire rien – chez les pauvres. Ce système est imparfait, certain·e·s passent entre les mailles du filet, nous préférons dire qu'il est perfectible.

Afin que les impôts contribuent à donner à chaque habitant·e de ce pays une vie digne et à gérer au mieux les ressources, nous voulons :

Renforcer le mode redistributif de l'impôt, lutter contre la fraude et soumettre à l'impôt diverses formes de revenus qui y échappent aujourd'hui. Les baisses d'impôts et la fraude fiscale bénéficient aux plus riches et assèchent l'Etat. Nous privilégions un impôt réellement progressif, c'est-à-dire sans arrêt de la progression du taux. Nous luttons ainsi contre l'inégalité croissante, en fixant de fait un revenu maximum.

Abolir les privilèges fiscaux pour les holdings et les étrangers fortunés. Favoriser l'harmonisation des régimes fiscaux cantonaux. Qui a quelque chose à gagner à la concurrence fiscale que se livrent les cantons et les Etats ? Certainement pas les citoyen·ne·s.

Moins de biens, plus de liens

Aujourd'hui les relations humaines sont normées et artificielles. Il est temps de décoloniser nos imaginaires et de quitter cette voie qui nous conduit à privilégier l'avoir plutôt que l'être. Recréer des liens au sein de la communauté, c'est une première étape pour tenter de relever ce défi, qui consiste à prendre un nouveau cap et qui nécessite la participation de toutes et de tous.

Des espaces communs accessibles à toutes et à tous

Aujourd'hui, il n'y a plus de lieux - hormis les parcs publics - où nous pouvons simplement nous rencontrer sans obligations ou interdictions particulières.

Nous voulons la création d'un programme cantonal pour la promotion d'infrastructures et de nouveaux espaces publics librement accessibles. Salles de réunion et de cours, cuisines et ateliers partagés, jardins collectifs, espaces verts autogérés sont autant de propositions qui permettront de créer plus de liens parmi la population.

La publicité ? Non, merci.

La publicité est omniprésente, elle est le moteur de la croissance et vise notre cerveau en entretenant le mythe du bonheur par la consommation. Radio, TV, cinéma, presse, Internet, affichage, vêtements, sport, culture, les annonceurs organisent un véritable matraquage. Rien qu'en Suisse, les investissements publicitaires atteignent plus de 4 milliards de francs par année. Nous sommes victimes d'un ouragan médiatique qui nous pousse par tous les moyens à consommer toujours plus et toujours plus vite.

Non aux discriminations et au racisme, régularisation des sans-papiers

- Régularisation collective des sans-papiers
- Naturalisation facilitée
- Droit de vote et d'éligibilité des immigré-e-s

Pour une égalité réelle

Selon l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Dans cet esprit, nous luttons pour une égalité réelle et contre toute forme de discrimination.

Pour une libre circulation avec des droits sociaux et politiques

Aujourd'hui, les capitaux circulent sans restriction, les transnationales poussent leurs pions sur l'échiquier planétaire, l'argent sale voyage sans papiers d'identité... et des

millions de personnes de par le monde sont contraintes de fuir inégalités, injustices, misère, guerres et catastrophes.

Les lois et procédures relatives à l'asile ne satisfont pas les buts de la Déclaration des droits de l'Homme. La politique de l'asile a été retournée comme un gant en une politique de renvois et d'expulsions.

Même venus il y a longtemps de pays voisins, même nés ici, les « étrangers » sont en butte à un arsenal législatif qui les désigne comme des personnes et des salarié-e-s de seconde zone - quand ils n'en font pas des clandestins, main-d'œuvre sans droits et sans moyens de défense.

Pourtant, toute personne - à l'instar des capitaux - doit être libre de circuler: droit de s'installer et de travailler, droits sociaux, droit de lutter, comme tous ceux qui habitent en Suisse et avec eux, pour des conditions de travail et de salaire correctes.

La dégradation des conditions dans le domaine de la formation met à mal la qualité d'un service pourtant essentiel.

- Nous ne voulons pas d'un enseignement au rabais !
- Nous voulons l'ouverture de classes supplémentaires à tous les niveaux de la scolarité pour diminuer le nombre d'élèves par classe !
- Nous voulons la suppression des taxes et écolages (écoles professionnelles, gymnases, universités) afin de réduire la sélection par l'origine sociale !
- Nous voulons pour tou-te-s un droit à la formation continue.

**Droit à la
formation**

VOTEZ POUR LES 5 CANDIDAT·E·S DE LA GAUCHE AU CONSEIL D'ÉTAT

Julien Sansonnens

Mes priorités: un vrai tournant écologique, la création de logements accessibles, développer le rail et une meilleure redistribution des richesses!

Aurélie Wydler

Je m'engage pour donner une voix aux laissés-pour-compte de la société capitaliste. Défendons les droits et libertés de toutes et tous afin de préserver notre qualité de vie!

Soufia Fekih

Les travailleurs pauvres ont d'abord besoin de dignité; pas de charité! Allocation universelle et salaire minimum sont les seules vraies réponses.

Yvan Luccarini

La vraie richesse de l'être humain n'est pas matérielle ou financière, mais réside dans sa dimension sociale, culturelle et spirituelle.

Jean-Michel Dolivo

S'indigner et défendre nos droits face au rouleau compresseur néolibéral est nécessaire! Résister collectivement aux diktats d'une minorité de privilégiés est possible!

Election
au Conseil d'Etat

11 mars
2012

ENSEMBLE TRAÇONS D'AUTRES VOIES



OUI à l'initiative **Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires**

NON à l'initiative sur **l'épargne-logement**

OUI à l'initiative **6 semaines de vacances pour tous**

OUI au contre-projet à l'initiative **Pour des jeux d'argent au service du bien commun**

OUI à la loi sur **la réglementation du prix du livre**

Votations
fédérales
11 mars 2012